

## Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004

Jugement Soc2 N°022 du 10 Décembre 2004 HOUNTO HOTEGBE Désiré  
 (Me Séverin QUENUM)C/ARAB - CONTRACTORS  
 (Me Nestor NINKO)  
 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU  
 DEUXIEME CHAMBRE SOCIALE JUGEMENT CONTRADICTOIRE N°22/04 du 10 Décembre 2004  
 -----

Rôle Général N°44/01

-----HOUNTO HOTEGBE Désiré  
 (Me Séverin QUENUM)C/ARAB - CONTRACTORS  
 (Me Nestor NINKO) PRESIDENT : Michel B. Théodore da MATHA  
 MINISTERE PUBLIC : Onésime MADODE  
 GREFFIER : Me S. R. Martial GBAGUIDI

DEBATS : le 10 Mai 2001 en audience publique

Jugement contradictoire en premier ressort ;

Prononcé le 10 Décembre 2004 en audience publique.

PARTIES EN CAUSE DEMANDEUR : HOUNTO HOTEGBE Désiré

assisté de Maître Séverin QUENUM Avocat à la cour; DEFENDEUR : ARAB-CONTRACTORS assistée de Maître Nestor NINKO, Avocat à la Cour ; LE TRIBUNAL- Vu les pièces du dossier ; - Vu les demandes du requérant ; - Vu le protocole d'accord en date du 17 Juillet 2003 intervenu entre les deux parties; - Ouï le Ministère Public en ses réquisitions; - Ensemble les dispositions de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail; - Et après en avoir délibéré conformément à la loi ; Attendu que suivant procès &ndash; verbal de non conciliation N°048/ MFPTRA/ DT/SCT en date du 15 Février 2001, Monsieur HOUNTO HOTEGBE Désiré a attrait son employeur ARAB - CONTRACTORS devant la 2ème chambre sociale du Tribunal de 1ère Instance de Cotonou pour s&rsquo;entendre condamner à lui payer divers droits et des dommages - intérêts suite à son licenciement ; Attendu qu&rsquo;aux termes de l&rsquo;article 246 du code du travail « Lorsque les parties comparaissent devant le tribunal, il est procédé à une nouvelle tentative de conciliation. En cas d&rsquo;accord total ou partiel, un procès &ndash; verbal rédigé séance tenante constate l&rsquo;accord intervenu. Ce procès&ndash;verbal est exécuté dans les mêmes formes qu&rsquo;un jugement » ; Attendu qu&rsquo;outre l&rsquo;échec de la conciliation devant l&rsquo;Inspection du Travail, le tribunal a engagé les parties dans un règlement à l&rsquo;amiable ; Attendu que par protocole d&rsquo;accord en date à Cotonou du 17 Juillet 2003, les deux parties se sont convenues d&rsquo;un règlement à l&rsquo;amiable ; Qu&rsquo;en tout état de cause, il échet d&rsquo;homologuer ledit protocole d&rsquo;accord ; PAR CES MOTIFS Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier ressort ; EN LA FORME reçoit HOUNTO HOTEGBE Désiré en son action ; AU FOND- Constate que le protocole d&rsquo;accord en date du 17 Juillet 2003 entre la société ARAB-CONTRACTORS et HOUNTO HOTEGBE Désiré est constitutif d&rsquo;une transaction.- Dit qu&rsquo;il met définitivement fin au litige opposant les parties.- Homologue par conséquent ledit protocole d&rsquo;accord. Délai d&rsquo;appel : 15 jours

ONT  
 SIGNE LE PRESIDENT LE GREFFIER